



Conseil de sécurité

Distr. générale
10 novembre 2008
Français
Original : anglais

Lettre datée du 7 novembre 2008, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint un rapport sur les travaux effectués par le Conseil de sécurité sous la présidence de la Chine, au mois d'octobre 2008 (voir annexe), établi sous ma responsabilité à l'issue de consultations avec les autres membres du Conseil. Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur et Représentant permanent
de la République populaire de Chine
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) **Zhang Yesui**



**Annexe à la lettre datée du 7 novembre 2008 adressée
au Président du Conseil de sécurité par le Représentant
permanent de la Chine auprès de l'Organisation
des Nations Unies**

**Récapitulatif des travaux effectués par le Conseil
de sécurité sous la présidence de la Chine
(octobre 2008)**

Introduction

Sous la présidence de la Chine, le Conseil a examiné un large éventail de questions régionales, concernant l'Afghanistan, la Côte d'Ivoire, la Géorgie, la Guinée-Bissau, Haïti, le Moyen-Orient, la République démocratique du Congo, la Somalie et le Soudan, ainsi que des questions générales, à savoir les femmes, la paix et la sécurité et la consolidation de la paix après les conflits. Le Conseil a tenu 23 séances et s'est réuni 9 fois en consultation plénière. Le Conseil a adopté cinq résolutions et cinq déclarations du Président.

Afrique

Côte d'Ivoire

Le 27 octobre, lors d'une séance publique, le Conseil a entendu un exposé du Représentant spécial du Secrétaire général pour la Côte d'Ivoire, Choi Young-Jin, sur l'évolution récente du processus de paix en Côte d'Ivoire. Durant les consultations plénières qui ont suivi, les membres ont entendu un nouvel exposé du Président du Comité créé par la résolution 1572 (2004) sur l'examen des sanctions. Les membres du Conseil ont demandé à toutes les parties concernées d'appliquer pleinement l'Accord de Ouagadougou et ont invité instamment la communauté internationale à continuer d'apporter son soutien à la Côte d'Ivoire.

Le 29 octobre, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1842 (2008), par laquelle il a prorogé les sanctions et le mandat du Groupe d'experts jusqu'au 31 octobre 2009.

République démocratique du Congo

Le 3 octobre, lors de consultations plénières, le Représentant spécial du Secrétaire général pour la République démocratique du Congo, Alan Doss, a informé le Conseil de l'évolution récente des processus de paix de Goma et de Nairobi dans ce pays. Il a lancé un appel en faveur d'un cessez-le-feu entre les milices dissidentes de Nkunda et les forces gouvernementales et de l'application du plan de désengagement par les parties concernées.

Le 21 octobre, le Conseil a adopté une déclaration du Président (S/PRST/2008/38), dans laquelle les membres du Conseil ont exhorté toutes les parties aux processus de Goma et de Nairobi à se conformer aux accords, et a déclaré qu'il appuyait fortement l'action de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC).

Le 28 octobre, lors de consultations plénières, le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, Alain Le Roy, a informé le Conseil de la situation en matière de sécurité dans la province du Nord-Kivu de la République démocratique du Congo. Les membres du Conseil se sont déclarés vivement préoccupés par les combats qui se sont déroulés récemment dans la région et par leurs conséquences humanitaires.

Le 29 octobre, le Secrétaire général adjoint a fait un exposé urgent sur l'escalade des hostilités dans le Nord-Kivu. Le Conseil a alors adopté une déclaration du Président (S/PRST/2008/40), dans laquelle les membres du Conseil ont exhorté tous les signataires des processus de Goma et de Nairobi à honorer effectivement leurs engagements en toute bonne foi et exprimé leur plein appui à la MONUC.

Guinée-Bissau

Le 7 octobre, le Conseil a tenu un débat pour entendre des exposés du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, B. Lynn Pascoe, et de l'Ambassadrice Maria Luiza Ribeiro Viotti du Brésil, en sa qualité de Présidente de la formation Guinée-Bissau de la Commission de la consolidation de la paix, sur la situation en Guinée-Bissau, en particulier sur les préparatifs des élections législatives qui doivent se tenir en novembre 2008 et la montée du trafic de drogues et de la criminalité organisée. Le représentant de la Guinée-Bissau a aussi fait une déclaration. Les membres du Conseil ont encouragé toutes les parties concernées à maintenir le dialogue et la coopération et à assurer un environnement stable pour des élections législatives libres et régulières.

Le 15 octobre, le Conseil a adopté une déclaration du Président (S/PRST/2008/37), dans laquelle il a demandé aux donateurs de continuer à assurer des ressources financières pour appuyer les élections législatives devant se tenir le 16 novembre et a demandé à la communauté internationale de coopérer activement avec la Guinée-Bissau en vue de lutter contre le trafic de drogues et la criminalité organisée.

Somalie

Le 7 octobre, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1838 (2008) dans laquelle il a demandé à tous les États intéressés par la sécurité des activités maritimes de participer activement à la lutte contre la piraterie visant des navires se trouvant en haute mer au large des côtes somaliennes, en particulier en y déployant des navires de guerre ou des aéronefs militaires, conformément au droit international, tel qu'édicte dans la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982. Il a aussi demandé instamment à tous les États et à toutes les organisations régionales de continuer à agir, conformément aux dispositions de sa résolution 1814 (2008), pour protéger les convois maritimes du Programme alimentaire mondial.

Le 9 octobre, durant des consultations plénières, le Conseil a entendu un exposé de l'Ambassadeur Dumisani Kumalo d'Afrique du Sud, en sa qualité de Président du Comité créé par la résolution 751 (1992) sur les travaux du Groupe de contrôle sur la Somalie, conformément au paragraphe 3 h) de sa résolution 1811 (2008).

Le 30 octobre, le Conseil a adopté une déclaration du Président (S/PRST/2008/41), dans laquelle il a condamné avec la plus grande fermeté les attentats-suicides terroristes commis le 29 octobre 2008 à Hargeisa et Bosasso, en Somalie.

Soudan

Le 3 octobre, le Conseil a entendu un exposé du Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix, Edmond Mulet, sur l'accident d'un hélicoptère de type Mi-8 affrété par l'opération hybride UA/ONU au Darfour (MINUAD) au Darfour-Sud le 29 septembre, à propos duquel une enquête avait été ouverte, qui se poursuivait.

Le 15 octobre, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1841 (2008), par laquelle il a reconduit jusqu'au 15 octobre 2009 le mandat du Groupe d'experts du Comité créé par la résolution 1591 (2005).

Le 28 octobre, le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, Alain Le Roy, et la Secrétaire générale adjointe à l'appui aux missions, Susana Malcorra, au cours d'une séance publique, ont informé le Conseil de la situation sécuritaire, politique et humanitaire au Darfour, ainsi que du déploiement de la MINUAD. Durant les consultations plénières qui ont suivi, les membres du Conseil ont déclaré qu'ils appuyaient fortement l'accélération du déploiement de la MINUAD et la promotion du processus politique au Darfour.

Paix et sécurité en Afrique

Le 23 octobre, à la demande du Gouvernement djiboutien, le Conseil a convoqué une réunion pour entendre un exposé du Président de la République de Djibouti, Ismail Omar Guelleh, sur la situation entre Djibouti et l'Érythrée. Le représentant de l'Érythrée a également participé à la réunion et a fait une déclaration. Les membres du Conseil se sont déclarés préoccupés par la situation entre Djibouti et l'Érythrée et se sont engagés à aider les parties concernées à trouver une solution durable par des moyens pacifiques, pour éviter une autre guerre dans la région de la corne de l'Afrique. Ils ont déclaré également qu'ils appuyaient la poursuite par le Secrétaire général, l'Union africaine et la Ligue des États arabes de l'utilisation de leurs bons offices pour promouvoir un règlement pacifique et ont encouragé les deux parties à coopérer.

Amériques

Haïti

Le 8 octobre, le Conseil a tenu une séance privée avec les pays qui fournissent des contingents à la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH). Ensuite, le Conseil a entendu un exposé du Représentant spécial du Secrétaire général pour Haïti et Chef de la MINUSTAH, Hédi Annabi, sur la situation en Haïti et les activités de la MINUSTAH. À l'issue de l'exposé, les membres du Conseil ont tenu une consultation et ont discuté des questions soulevées dans le rapport du Secrétaire général (S/2008/586). Ils se sont déclarés préoccupés par les graves dommages causés par les cyclones en Haïti et les conséquences pour

le processus de stabilisation. Les membres du Conseil ont également reconnu le rôle important de la MINUSTAH et ont affirmé leur soutien à la Mission.

Le 14 octobre, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1840 (2008) par laquelle il a prorogé le mandat de la MINUSTAH jusqu'au 15 octobre 2009.

Asie

Afghanistan

Le 14 octobre, le Conseil a tenu un débat pour entendre un exposé du Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afghanistan, Kai Eide, sur les derniers événements survenus en Afghanistan et les activités de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA). Le Conseil a également entendu des déclarations des représentants de l'Afghanistan, de l'Allemagne, de l'Inde, du Japon, de la Norvège, du Pakistan, des Pays-Bas et de la République islamique d'Iran, à leur demande. Tout en se déclarant préoccupés par la situation sécuritaire et humanitaire en Afghanistan, les membres du Conseil se sont félicités des progrès enregistrés par le Gouvernement avec l'appui de la communauté internationale. Ils ont souligné que des ressources supplémentaires étaient nécessaires pour que la MANUA puisse s'acquitter de son mandat renforcé et pour atteindre les priorités établies, et ont déclaré qu'ils appuyaient une approche globale des défis rencontrés en Afghanistan.

Europe

Géorgie

Le 9 octobre, le Conseil a tenu une séance privée avec les pays qui fournissent des contingents à la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (MONUG). Le Conseil a ensuite entendu un exposé du Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix sur les derniers événements survenus en Géorgie. Le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef de la MONUG, Johan Verbeke, a également fait un exposé au Conseil sur sa récente visite à Tbilisi et à Sukhumi. Par la suite, durant des consultations plénières, les membres du Conseil ont exprimé leurs vues sur la situation sur le terrain. À l'issue des consultations, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1839 (2008), par laquelle il a prorogé le mandat de la Mission jusqu'au 15 février 2009.

Le 27 octobre, lors de consultations plénières, le Conseil a entendu un exposé du Directeur par intérim de la Division Europe et Amérique latine du Département des opérations de maintien de la paix, David Harland, sur les faits nouveaux intervenus récemment.

Moyen-Orient

La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne

Le 22 octobre, le Conseil a entendu un exposé sur le Moyen-Orient du Sous-Secrétaire général aux affaires politiques, qui a dit notamment qu'en dépit des efforts faits par les parties concernées, la situation sur le terrain ne s'améliorait pas

« comme elle le devrait » pour assurer un règlement durable. Il espérait également que, malgré la transition en cours, les négociations israélo-palestiniennes non seulement se poursuivraient mais aussi s'intensifieraient jusqu'à la fin de l'année, dans le cadre d'Annapolis. Durant des consultations plénières, nombre de membres du Conseil ont réaffirmé leur soutien à la poursuite des négociations israélo-palestiniennes et ont exprimé l'espoir de voir l'Organisation des Nations Unies, comme il convient, jouer un rôle accru à l'appui du processus de paix. Les membres du Conseil ont souligné aussi que la communauté internationale ne pouvait pas perdre de vue la situation humanitaire sur le terrain.

Liban

Le 30 octobre, le Conseil a entendu un exposé sur le Moyen-Orient de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour l'application de la résolution 1559 (2004), Terje Rød Larsen. Il a présenté au Conseil le huitième rapport semestriel du Secrétaire général (S/2008/654). Notant que plusieurs dispositions de la résolution 1559 (2004) avaient été appliquées, il a souligné l'importance d'une application intégrale de la résolution. À l'issue de l'exposé, le Conseil a tenu des consultations plénières, durant lesquelles les membres du Conseil se sont félicités des progrès faits à ce jour dans l'application de la résolution. Ils comptaient que la résolution serait intégralement appliquée. Ils ont par ailleurs encouragé toutes les parties libanaises à prendre pleinement part au dialogue national et à s'engager à réaliser des progrès substantiels.

Questions générales

Les femmes, la paix et la sécurité

Le 29 octobre, le Conseil a tenu un débat public sur les femmes, la paix et la sécurité, au cours duquel le Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix a rendu compte des progrès enregistrés quant à la contribution des femmes à la prévention et au règlement des conflits et à la consolidation de la paix. Le Conseil a aussi été informé par la Conseillère spéciale pour la parité des sexes et la promotion de la femme, Rachel Mayanja, sur le dernier rapport du Secrétaire général (S/2008/622). À l'issue du débat, le Conseil a adopté une déclaration du Président (S/PRST/2008/39), dans laquelle il a reconnu qu'il était nécessaire de faciliter la participation pleine et effective des femmes dans les processus de paix et la consolidation de la paix et a demandé instamment aux États Membres et aux organisations internationales, régionales et sous-régionales de prendre des mesures pour élargir la participation des femmes à la prévention et au règlement des conflits, ainsi qu'à la consolidation de la paix. Il a aussi invité le Secrétaire général à confier à un plus grand nombre de femmes des missions de bons offices menées en son nom.

Consolidation de la paix après les conflits

Le 21 octobre, au cours d'un débat public sur la consolidation de la paix après les conflits, le Conseil a invité le Président de la Commission de consolidation de la paix, Yukio Takasu, à présenter le rapport de la Commission sur sa deuxième session (S/2008/417). Le Conseil a aussi entendu des déclarations des représentants du Bangladesh, d'El Salvador, de la Guinée-Bissau, de la Norvège, des Pays-Bas et de

la Sierra-Leone, à leur demande. Les membres du Conseil ont félicité la Commission et le Bureau d'appui des Nations Unies pour la consolidation de la paix pour leurs activités durant leur deuxième année de fonctionnement. Ils ont encouragé la Commission à continuer d'améliorer ses méthodes de travail pour aider les pays concernés à offrir des dividendes de paix sur le terrain. Ils appuyaient l'intention de la Commission de renforcer sa coordination et sa coopération avec les parties prenantes pour mieux s'acquitter de ses mandats. Les membres du Conseil ont déclaré qu'ils étaient favorables au renforcement de l'interaction entre le Conseil et la Commission.

Non-prolifération/République démocratique populaire de Corée

Le 3 octobre, durant des consultations plénières, le Président du Comité créé par la résolution 1718 (2006), l'Ambassadeur Giulio Terzi di Sant' Agata d'Italie, a présenté son rapport trimestriel présenté conformément à l'alinéa g) du paragraphe 12 de la résolution 1718 (2006), qui portait sur les activités du Comité pendant la périodes du 3 juillet au 2 octobre 2007.

Cour internationale de Justice

Le 28 octobre, la Présidente de la Cour internationale de Justice, la Juge Rosalyn Higgins, a rendu compte au Conseil réuni en séance privée, des travaux de la Cour en rapport avec ceux du Conseil.

Rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale

Le 30 octobre, le Conseil a tenu une séance publique pour adopter son rapport annuel à l'Assemblée générale, couvrant la période du 1^{er} août 2007 au 31 juillet 2008. Le rapport a été présenté par la délégation du Viet Nam, qui assurait la présidence du Conseil en juillet 2008. Le corps du rapport a été établi par le Secrétariat. L'adoption du rapport a fait l'objet d'une note du Président du Conseil (S/2008/678).
